

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

Dossier

N° 461 du 01.06

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

1 Les brèves

1-1 On exige qu'elles se déshabillent comme du temps du Nazisme....et on rafle comme du temps du Pétainisme.

1-2 Simulation de guerre (1)

1-3 Simulation de guerre (2)

1-4 Yuval Diskin à la Knesset: le Mur ne sert pas à «prévenir les attaques».

1-5 Cisjordanie: appel d'offres pour des logements dans une colonie.

1-6 Israël: projet d'extension d'une des grandes colonies de Cisjordanie.

1-7 Nétanyahou : "Israël continuera à construire dans les colonies existantes".

1-8 Obama-Nétanyahou : vague de froid.

2 Dossier

2-1 Al-oufok : Netanyahu refuse à Obama le gel de la colonisation.

2-2 Ali Abunimah : Obama - Netanyahu : Je t'Aime Moi Non Plus : Faux Dilemme, Vraie Complicité.

Mireille Delamarre : Quelques extraits de la conférence de presse conjointe Obama - Netanyahu après leur rencontre.

2-3 Abed Charef : Obama n'est pas palestinien.

2-4 Jonathan Cook : Combien Israël a-t-il de prisons secrètes ?

3 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

3-1 Réponse à Pierre Stambul :

a) Robert Bibeau :

b) Jean-Marie Gläntzlen :

3-2 Maisa Abou Ghazala : Aucun plan n'est acceptable sans le droit au retour ou un Etat souverain.

3 Pièce jointe :

3-1 Pierre Stambul : Qu'il y ait un ou deux Etats, le projet sioniste de créer, puis de maintenir un Etat défini comme juif est un obstacle à la paix.(Extrait).

Tiré a part

Israël se cabre face aux pressions US.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse de l'auteur, mais doit être vu comme information

Analyse : Proche-Orient . Obama exige le gel total des colonisations.

La question de la colonisation dans les territoires palestiniens est en train de virer à la crise ouverte entre le gouvernement israélien de droite de Benyamin Nétanyahou et les Etats-Unis. L'intransigeance du président américain, Barack Obama, sur le sujet, qui appelle au gel total de la colonisation, provoque de vives réactions dans l'entourage du Premier ministre israélien. «Je veux dire de façon très claire que le gouvernement israélien actuel n'acceptera en aucune façon que la colonisation légale soit gelée en Judée-Samarie (Cisjordanie)», a déclaré hier le ministre israélien des Transports, Israël Katz, un proche de Nétanyahou.

«Légales». Suite à sa rencontre avec le président américain, le 18 mai, Nétanyahou s'était engagé à évacuer une vingtaine de colonies sauvages établies par des colons extrémistes. Il espérait toutefois bénéficier de l'indulgence manifestée par le prédécesseur d'Obama, George W. Bush, à l'égard des colonies considérées comme «légales» par Israël.

L'Etat hébreu veut notamment poursuivre les constructions, pour - dit-il - faire face à leur «croissance naturelle», dans les gros blocs d'implantations qu'il entend conserver dans le cadre d'un accord de paix avec les Palestiniens. Mais, comme l'envoyé spécial américain pour le Proche-Orient, George Mitchell, et la secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, l'ont signifié, de façon très claire, l'administration Obama exige le gel pur et simple de toute forme de colonisation.

Cette détermination et la perspective du discours du président américain, ce jeudi au Caire, présenté comme le discours de «réconciliation» des Etats-Unis avec le monde arabo-musulman, ont provoqué une vague d'inquiétude en Israël.

Voire davantage. «Plus se rapproche le discours du Caire, plus la panique monte parmi les proches du Premier ministre», assure Ben Caspit, dans le quotidien Maariv.

Et d'ajouter : «Nétanyahou est le seul responsable de cette situation : l'amateurisme et l'arrogance dont il a fait preuve avec la nouvelle administration américaine, le mépris avec lequel il a accueilli le vent nouveau qui soufflait de Washington. Tout cela lui explose maintenant à la figure.»

Formule.

Reste que la marge de manœuvre de Nétanyahou, dont la coalition repose sur des partis religieux et de droite favorables à la colonisation, est étroite. S'il veut se maintenir au pouvoir, le chef du Likoud devra trouver dans les prochaines semaines une formule qui satisfasse les exigences d'Obama sans provoquer une énième crise gouvernementale en Israël.

[Monde 01/06/2009 à 06h51](#)

DELPHINE MATTHIEUSSENT

<http://www.liberation.fr/monde/0101570569-israel-se-cabre-face-aux-pressions-americaines?xtor=EPR-450206>

1 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 On exige qu'elles se déshabillent comme du temps du Nazisme....et on rafle comme du temps du Pétainisme.

L'organisme officiel pour l'aide médicale palestinienne condamne les pratiques agressives des forces armées de l'Occupation sur le barrage de Barta'a ; ces forces avaient paralysé le travail des équipes médicales.

Les soldats avaient exigé que l'une des fonctionnaires travaillant dans cet organisme se déshabille pour la fouiller. Par ailleurs, deux palestiniens furent kidnappés à leur lieu de travail et violemment battus par les services de renseignements de Mahmoud ABBAS.

Etroite coordination entre l'Occupation et la Collaboration pour étouffer la Mémoire et pour la chasse aux étudiants de type Guy Moquet

<http://libanresistance.blogspot.com/>

1-2 Simulation de guerre.(1)

Depuis quatre jours, les escadrilles de l'armée de l'air israélienne participent à un exercice de simulation de guerre sur tous les fronts.

Avions de chasse, appareils de fret et systèmes de défense antimissiles : tous les niveaux de défense aérienne étaient inclus dans l'exercice.

Contrairement aux entraînements précédents, l'aviation n'a pas exercé ses capacités de sortie longue-portée,

telles que celles qui se produiraient, par exemple, dans le cadre d'une offensive sur les infrastructures nucléaires iraniennes. Cette semaine, l'exercice concernait exclusivement la défense du pays. Les scénarios prévus par l'exercice comprenaient l'éventualité d'une nouvelle guerre contre le Hamas, sur le front sud, et des affrontements avec le Hezbollah et la Syrie, au nord. Par ailleurs, le plus gros exercice de défense civile jamais pratiqué en Israël sera mis en œuvre au début du mois de juin par les responsables de la Défense passive. Tous les Israéliens devront alors s'entraîner à trouver des espaces sécurisés et des sirènes retentiront à travers tout le pays. Après avoir été informé des résultats des simulations de cette semaine, le ministre de la Défense, Ehoud Barak, s'est dit particulièrement impressionné. "Nous sommes dotés d'une force aérienne très puissante et cela nous permet vraiment de nous sentir en sécurité", a-t-il déclaré. Concernant le dernier essai iranien de lancement d'un missile balistique longue-portée, mercredi, Barak estime qu'il s'agit simplement d'une "preuve supplémentaire que nous devons développer tous les moyens nécessaires à une confrontation" avec Téhéran. [JPOST.FR](http://www.jpost.com)

22.05.09

<http://fr.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1242212442807&pagename=JFrench%2FJPArticle%2FShowFull>

1-3 Simulation de guerre.(2)

Organisation en Israël du plus grand exercice de défense civile de l'histoire du pays

Des sirènes destinées à avertir la population du déclenchement de raids aériens ont retenti dans tout Israël mardi, entraînant la mise à l'abri de plusieurs millions de personnes vers des abris.

Ces opérations s'inscrivaient dans le cadre d'un exercice de cinq jours comprenant notamment des simulations d'attaques à la roquette et au missile sur des villes israéliennes.

Cet exercice qui a commencé dimanche intervient à l'heure où la préoccupation grandit en Israël au sujet des ambitions nucléaires de l'Iran et de son développement de missiles à longue portée.

Des représentants des autorités israéliennes ont cependant déclaré que cet exercice n'était pas une réponse directe à ces inquiétudes, mais qu'il découlait de la guerre de 2006 contre le Liban.

Au cours de ce conflit, la résistance a tiré près de 4.000 roquettes sur Israël, où la défense civile a montré des insuffisances.

Dans le cadre des opérations, les services d'ambulances et de lutte contre les incendies, les hôpitaux, des unités militaires de secours et les autorités locales sont confrontés à divers scénarios d'attaques, dont des attaques au missile à ogive non conventionnelle.

<http://www.aloufok.net/spip.php?article568>

(Mardi, 02 Juin 2009 - Avec les agences de presse)

1-4 Yuval Diskin à la Knesset: le Mur ne sert pas à «prévenir les attaques».

Le Chef des services de renseignement israélien Shin Bet, Yuval Diskin, a déclaré qu'il n'y a aucune raison de sécurité pour construire le mur entre la Cisjordanie et Israël.

Tout en s'adressant à un sous-comité du parlement israélien, Diskin a déclaré mardi 19 mai que les Israéliens ont «des capacités en matière de sécurité et de renseignements militaires {leur} permettant d'empêcher toute attaque provenant des territoires palestiniens».

Le mur, «barrière de sécurité» d'après les Israéliens, est illégal en vertu du droit international; l'Organisation des Nations Unies et même les États-Unis et l'Union européenne et des institutions de droits de l'homme dans le monde entier l'ont condamné.

La résistance non-violente palestinienne a lutté contre le Mur de l'Apartheid depuis le début de sa construction, en juillet 2002, et elle se poursuit aujourd'hui dans les villages de Bi'lin, Na'lin, Jayyous et Al-Masara.

La Cour internationale de justice en 2004 a demandé la démolition du mur, qui a confisqué de terres, a empêché aux résidents de se rendre d'une ville palestinienne à l'autre ou dans leurs terres agricoles, à l'école, aux installations médicales, à la famille élargie.

Le 90% du mur israélien est construit à l'intérieur de la Cisjordanie sur des terres confisquées aux Palestiniens.

Une fois terminé, il sera long environ 790 kilomètres.

Leyla Jad

(PNN)

20 May

http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=4019

1-5 Cisjordanie: appel d'offres pour des logements dans une colonie.

Un appel d'offres gouvernemental a été lancé pour la construction de vingt logements dans une colonie du nord de la vallée du Jourdain en Cisjordanie, a indiqué lundi la radio militaire israélienne.

Cette annonce, qui porte sur l'extension de la colonie de Maskiot, intervient peu avant une rencontre à Washington entre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et le président américain Barack Obama, sur fond de désaccord sur la colonisation en Cisjordanie occupée.

L'appel d'offre gouvernemental a été lancé il y a quelques jours à la suite d'un feu vert du ministère de la Défense, et un groupe d'entrepreneurs s'est rendu dimanche dans l'implantation de Maskiot pour préparer des travaux, selon cette source.

L'annonce en juillet 2008 de ce projet de construction à Maskiot avait provoqué à l'époque des protestations internationales.

L'Autorité palestinienne a condamné ce nouveau projet de colonisation, affirmant que M. Netanyahu envoyait ainsi un message de défi à l'administration américaine.

"Lancer un projet de nouvelle colonie dans la vallée du Jourdain au moment où le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu s'apprête à rencontrer le président américain Barack Obama traduit la détermination du gouvernement israélien à poursuivre la colonisation", a affirmé dans un communiqué le porte-parole de la présidence palestinienne, Nabil Abou Roudeina.

"Cette décision constitue un défi flagrant à l'administration américaine et son président car elle trahit le refus d'Israël d'arrêter la colonisation", a-t-il ajouté.

L'administration Obama voudrait en effet voir M. Netanyahu stopper la construction dans les implantations, conformément à la Feuille de route, le dernier plan international exigeant notamment un gel de la colonisation. M. Netanyahu entend poursuivre la politique d'agrandissement des implantations existantes, particulièrement à Jérusalem-est annexée après sa conquête en 1967, et des grands blocs de colonies en Cisjordanie, au motif d'assurer leur "croissance naturelle" répondant aux besoins démographiques.

La construction de Maskiot, à l'emplacement d'une ancienne base de l'armée israélienne, avait été autorisée fin 2006 par le gouvernement pour reloger des Israéliens expulsés des colonies de Goush Katif lors du retrait de la bande de Gaza, à l'été 2005.

Près de 300.000 colons israéliens vivent en Cisjordanie et près de 200.000 autres se sont installés dans une douzaine de quartiers construits à Jérusalem-est.

(AFP
18 mai)

1-6 Israël: projet d'extension d'une des grandes colonies de Cisjordanie.

Une commission du ministère israélien de l'Intérieur a recommandé l'annexion de 1.200 hectares supplémentaires à Maale Adoumim, la deuxième colonie la plus peuplée de Cisjordanie, malgré l'opposition des Etats-Unis, a indiqué dimanche la radio militaire.

Cette commission a recommandé dans un rapport que la petite colonie de Kedar située à 3 km à l'est de Maale Adoumim soit intégrée à Maale Adoumim ainsi que les terrains séparant les deux implantations.

Cette mesure, qui doit encore obtenir le feu vert du ministre de l'Intérieur Eli Yishai --chef du parti ultra-orthodoxe Shass-- pour être appliquée, permettrait de porter à 34.500 le nombre d'habitants de Maale Adoumim, située près de Jérusalem, a ajouté la radio.

Les Etats-Unis ont dans le passé fait part à plusieurs reprises de leur opposition à l'agrandissement de Maale Adoumim car une telle extension couperait en deux la Cisjordanie et rendrait beaucoup plus difficile la circulation des Palestiniens entre le nord et le sud de cette région.

Mais, selon le rapport de la commission, les "répercussions politiques" notamment à l'étranger seraient "seulement marginales", a poursuivi la radio.

Interrogé par la radio, le ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman, qui est également dirigeant d'Israël Beiteinou, un parti ultra-nationaliste, a affirmé: "il n'est pas difficile de deviner la position de mon parti sur ce sujet".

"Mais nous sommes membres d'une coalition et il ne faut prendre une décision sur ce dossier qu'après mûres réflexions", a ajouté M. Lieberman.

Le secrétaire général de la Paix Maintenant Yariv Oppenheimer a pour sa part dénoncé ce projet.

"Le gouvernement tente d'utiliser la notion de blocs de colonies pour rattacher des colonies isolées telle que Kedar au territoire israélien et par la même occasion modifier le tracé de la clôture de séparation", a affirmé M. Oppenheimer.

Il faisait allusion à la position du gouvernement précédent d'Ehud Olmert qui avait annoncé son intention d'annexer trois blocs de colonies dont Maale Adoumim dans le cadre d'un accord de paix avec les Palestiniens qui aurait inclut un retrait de plus de 95% de la Cisjordanie ainsi qu'un échange de territoires.

Par ailleurs, Israël a érigé une "clôture antiterroriste". Cette barrière, qui doit s'étendre à terme sur plus de 650 km, est qualifiée de "mur de l'apartheid" par les Palestiniens. Elle empiète sur la Cisjordanie et rend extrêmement problématique la création d'un Etat palestinien viable.

AFP / 26 avril

1-7 Nétanyahou : "Israël continuera à construire dans les colonies existantes".

Israël continuera à construire dans les colonies existantes de Cisjordanie, mais exclut d'en créer de nouvelles, a annoncé dimanche le Premier ministre Benyamin Nétanyahou lors de la réunion hebdomadaire du gouvernement. Cette annonce sonne comme un défi à Washington, l'administration Obama l'ayant exhorté, lors de sa récente visite, à geler la croissance des implantations.

"Nous ne construirons pas de nouvelles implantations", a-t-il déclaré, selon un compte-rendu diffusé par ses services. "Mais il n'est pas juste de ne pas apporter de solution à la croissance naturelle", terme habituellement utilisé par les autorités israéliennes pour évoquer l'augmentation de la population des colonies.

Ces dernières comptent actuellement quelque 280.000 personnes, et sont un important point de friction entre Américains et Israéliens.

Quant au président palestinien Mahmoud Abbas, attendu à son tour à la Maison Blanche cette semaine, il a déjà estimé que rencontrer Nétanyahou n'avait aucun sens pour lui tant que l'Etat hébreu n'acceptait pas de geler l'expansion des implantations et accepte de négocier sur l'indépendance palestinienne.

Le chef de gouvernement s'exprimait à l'issue d'un débat houleux pendant le Conseil des ministres sur la question des avant-postes, ces colonies sauvages non-autorisées que des colons établissent pour consolider la mainmise israélienne sur la Cisjordanie.

Le ministre de la Défense, Barak, qui a autorité en matière de démantèlement, a expliqué que 22 colonies sauvages allaient démantelées, en essayant d'abord le dialogue mais sans exclure l'usage de la force si les colons refusent de les quitter.

Mais des membres "faucons" du gouvernement ont pris le contre-pied, s'opposant à toute action immédiate contre ces avant-postes, jugeant qu'il n'y a pas urgence. "Les avant-postes n'ont pas à être démantelés maintenant", a déclaré le ministre de l'Intérieur Eli Yishai, notant que les Palestiniens et Arabes israéliens aussi pratiquaient la construction sauvage, et qu'il fallait donc être "juste et équitable".

Israël s'était engagé à démanteler ces 22 avant-postes dans le cadre de la "feuille de route" pour la paix au Proche-Orient de 2003.

Jeudi, au lendemain du retour de Nétanyahou de Washington, les forces israéliennes avaient démantelé un petit avant-poste en Cisjordanie, qui a déjà été démantelé à plusieurs reprises.

Depuis des années, Israël promet aux Etats-Unis de démanteler les avant-postes. L'administration Obama fait actuellement pression sur le gouvernement Nétanyahou pour que l'Etat hébreu suspende l'activité des implantations.

24 mai

Al-oufok avec les agences de presse)

<http://www.aloufok.net/spip.php?article540>

1-8 Obama-Nétanyahou : vague de froid.

Même s'il voulait complaire à Obama, Netanyahu devra, pour se maintenir au pouvoir, tenir compte de l'hostilité de ses partenaires de coalition à toute cessation des activités de colonisation, estiment les commentateurs israéliens.

"Nous allons continuer à nous quereller (...) sur la question des colonies", prédit ainsi l'éditorialiste en vue Nahum Barnea dans les colonnes du quotidien à grand tirage Yedioth Ahronoth.

"Toutes les administrations américaines ont été mécontentes d'Israël sur cette question, mais l'administration Obama diffère de celles qui l'ont précédée en ce qu'elle considère cela comme le vrai problème", relève Barnea. Pour lui, la seule manière pour le chef du Likoud de s'épargner les pressions américaines sera de faire valoir que s'il y cédait son gouvernement tomberait.

Le gouvernement israélien "n'a d'autre choix que de tenir compte des desiderata des Américains car ce sont nos amis", a estimé Pinhas Wallerstein, un autre représentant des colons, en jugeant qu'un conflit avec les Etats-Unis serait "trop grave".

"Mais ils doivent aussi tenir compte des souhaits israéliens (...) Il ne faut pas que nous les provoquions, mais nous devons continuer à vivre au quotidien", a-t-il ajouté.

Mais une dirigeante plus radicale des colons, Nadia Mattar, a déclaré que ceux-ci n'accepteraient jamais un "gel". "Personne ne peut 'geler' un peuple vivant dans sa propre patrie. Personne ne nous dira de ne pas vivre ici. Et personne ne nous signifiera de ne pas nous y épanouir."

<http://www.aloufok.net/spip.php?article523>

2 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Al-oufok : Netanyahu refuse à Obama le gel de la colonisation.

Benjamin Netanyahu a bravé dimanche Barack Obama en refusant le gel total des activités de colonisation, réclamé par le président américain au Premier ministre israélien lors de leur première rencontre lundi dernier à Washington.

En présence de son interlocuteur, le chef de la Maison blanche avait rappelé que la "feuille de route" internationale pour la paix de 2003 faisait obligation à l'Etat juif, qui l'a acceptée, de stopper toutes les activités de colonisation dans les territoires palestiniens.

"Nous n'avons pas l'intention de construire de nouvelles implantations, mais il ne serait pas équitable d'interdire les constructions répondant aux besoins d'expansion naturelle (de celles qui existent) et de bannir purement et simplement toute construction", a dit Netanyahu.

Le chef du Likoud a tenu ces propos, véritable camouflet pour Obama, lors de la réunion hebdomadaire de son gouvernement de coalition, mis sur pied en mars grâce au concours des petits partis d'extrême droite ou ultra-orthodoxes.

Obama, qui doit recevoir à son tour la semaine prochaine à Washington le président palestinien Mahmoud Abbas, prévoit de prononcer le 4 juin au Caire un grand discours fondateur sur sa vision d'un règlement du conflit du Proche-Orient.

Le chef de la Maison blanche a promis avant son élection, et confirmé depuis, qu'il entendait s'attaquer au dossier "vigoureusement" - contrairement à son prédécesseur George Bush - et il prône avec insistance une solution "à deux Etats", que Netanyahu refuse de reprendre à son compte.

Abbas considère que la poursuite de la colonisation juive en Cisjordanie et à Jérusalem-Est constitue un obstacle au processus de paix, qu'il refuse de reprendre si le nouveau gouvernement israélien ne s'engage pas en faveur du principe d'un Etat palestinien indépendant et souverain.

"Ce qui nous intéresse, c'est de voir Israël se conformer à ses obligations en vertu de la feuille de route, ce qui implique la cessation des activités de colonisation et de leur expansion sous toutes les formes", a déclaré le ministre palestinien des Travaux publics et du bâtiment Mohammed Shatayeh, en réaction aux propos de Netanyahu.

Il a invité le gouvernement israélien à manifester sa volonté de paix en interrompant les livraisons et le financement des colonies.

Un demi-million de colons juifs vivent au beau milieu de trois millions de Palestiniens dans une centaine d'implantations jugées illégales par la Cour internationale de justice mais dont Israël considère l'expansion démographique "naturelle".

On ignore le degré de pression qu'Obama, qui a surpris le gouvernement Netanyahu par son activisme nouveau sur cette question, est prêt à exercer sur le gouvernement israélien pour obtenir un gel total et immédiat de la colonisation, y compris des constructions dans les colonies existantes.

Mark Regev, porte-parole de Netanyahu, a reporté toute discussion sur le sort des colonies à de futures négociations avec les Palestiniens. "Durant la période intérimaire, nous devons permettre qu'une vie normale se poursuive dans ces communautés".

Netanyahu exclut pour le moment de discuter, comme son prédécesseur Ehud Olmert, des questions territoriales avec les Palestiniens. Il s'est réservé dimanche le droit de continuer à construire dans le secteur de Jérusalem-Est.

Quatre jours plus tôt il avait affirmé qu'Israël ne restituerait jamais la partie orientale et arabe de Jérusalem conquise en 1967, site de lieux saints sacrés aux yeux de trois religions du Livre, et que les Palestiniens revendiquent comme la capitale de leur futur Etat indépendant.

Le gouvernement Netanyahu entendrait, pour atténuer aux pressions américaines, éradiquer les colonies "sauvages", au nombre de plus d'une vingtaine, construites sans l'autorisation des autorités et jusqu'à présent largement tolérées.

La police israélienne a ainsi détruit jeudi à la pelleuse un de ces "avant-postes", composé de cabines métalliques abritant une trentaine de personnes, au sommet de la colline baptisée Maoz Esther, à environ 300 mètres de la colonie de Kokhav Hashahar, au nord-est de Ramallah.

Pour Yariv Oppenheimer, porte-parole du mouvement pacifiste israélien La Paix maintenant, cette évacuation n'a été qu'un "exercice de relations publiques".

"Agir contre ces avant-postes est relativement facile par rapport au gel des grandes colonies" réclamé par Obama mais qu'Israël entend conserver aux termes d'un futur accord de paix, conformément à un engagement qu'Olmert aurait obtenu par écrit de George Bush, fait-on valoir de source autorisée.

Depuis jeudi, des colons sont revenus sur le site de Maoz Esther mais, avant la réunion du gouvernement, le ministre de la Défense Ehud Barak a assuré que le gouvernement était décidé à chasser les occupants de toutes ces colonies sauvages de gré ou de force. Il n'a toutefois pas dit dans quel délai.

(25 Mai 2009 –

Al-oufok avec les agences de presse)

25 mai 2009, par [La Rédaction](#)

<http://www.aloufok.net/spip.php?article543>

2-2 Ali Abunimah : Obama - Netanyahou : Je t'Aime Moi Non Plus : Faux Dilemme, Vraie Complicité.

Pas D'Espoir Ni Changement Attendu De La Rencontre Obama - Netanyahou

Il n'y a jamais eu autant de battage médiatique concernant une rencontre entre un dirigeant américain et israélien que pour celle qui s'est tenue cette semaine entre le président US Barak Obama et le premier ministre israélien Benjamin Netanyahou. Comme on pouvait s'y attendre, Obama a rappelé son engagement à entreprendre une démarche diplomatique envers l'Iran de même que de faire un effort considérable pour parvenir à une solution à deux états. Netanyahou continue à inciter à la confrontation avec l'Iran et a refusé de s'engager pour la création

d'un état palestinien.

En surface, il semblerait qu'il y ai de véritables différences et qu'on doive s'attendre à une bataille épique entre les forces impliquées de chaque côté - inclus le Lobby israélien- qui déterminera le sort réservé aux relations US-Israël.

Mais, Obama n'a offert que peu de nouvelles informations, réitérant les positions US bien connues qui considèrent les Palestiniens, particulièrement le Hamas, comme les agresseurs, et Israël comme l'innocente victime. Tout en appelant Israël à stopper la construction des colonies (comme l'ont fait pendant des décennies les présidents US), Obama n'a fourni aucun signe qu'il allait transformer ses paroles en actes. Bien au contraire, le président a dit qu'il ferait pression sur les dirigeants arabes pour qu'ils normalisent leurs relations avec Israël, récompensant à l'avance ce dernier pour toute relance des négociations de paix.

Imaginons, pour argumenter, qu' Obama face, fait sans précédent, pression pour forcer Israël à accepter un accord avec les Palestiniens. Quel serait un tel accord ? Les grandes lignes de celui-ci ont été tracées dans un rapport récent envoyé à Obama par un groupe d'anciens hauts responsables politiques US ayant à sa tête l'ancien conseiller à la sécurité intérieure, Brent Scowcroft. Le document, prévient qu'il n'y a qu'une possibilité "de 6 à 12 mois" avant que ne s'évapore toute chance de paix, et appelle les US à soutenir avec force la création d'un état palestinien. Mais, ce doit être un état démilitarisé tronqué " basé sur " les frontières de 1967. Israël annexera les grandes colonies de la Cisjordanie et il n'y aura pas de droit de retour pour les réfugiés palestiniens. Cet " état " sera occupé indéfiniment par une "force multinationale" dirigée par l'OTAN, pouvant, selon la suggestion du groupe de Scowcroft, comprendre également des soldats israéliens

Voir " "A last chance for a two-state Israel-Palestine agreement, 2009

Bien sûr, la proposition de Scowcroft ne représente pas nécessairement la ligne de l' Administration Obama. Mais elle exprime le consensus existant dans l'industrie envahissante du processus de paix qui considère une telle proposition comme " raisonnable" "pragmatique" et inévitable, et elle fait écho aux propres déclarations d' Obama s'opposant au droit au retour et soutenant la demande d'Israël d'être reconnu comme un "état juif".

En d'autres termes, ce que la vaste majorité des Palestiniens considèrent comme un horrible plan pour légitimer leur dépossession, accorde à Israël une licence perpétuelle pour être raciste, et pour transformer un régime d'apartheid issu des Accords d'Oslo en prison permanente. Cela est actuellement considéré comme une réflexion audacieuse et profonde menaçant de rompre les liens américano israéliens.

Netanyahou a peu à perdre à s'embarquer dans une "processus de paix" après s'être embarqué à résister à la pression américaine (ou extorquer plus de concessions américaines et d'argent). Il sait que les chances d'action sont nulles. Obama n'entreprendra pas de pression significative, et même s'il le faisait ce n'est pas clair sur qui, puisque côté palestinien il n'y a pas de dirigeant prêt, voulant, ou capable de réitérer une fraude type Accords d'Oslo contre leur peuple.

On dit qu'Obama croit que la paix en Palestine est la clé pour transformer les relations entre les US et le "Monde Musulman". S'il est vraiment sérieux là dessus, les US devraient rompre avec toutes les politiques passées et soutenir la paix sur des principes universels démocratiques et des droits de l'homme et d'égalité - - ce qui est incompatible avec l'engagement envers Israël comme étant un "état juif" pratiquant la discrimination légalisée. Tous les signes montrent néanmoins que l' Administration Obama fera pression pour forcer les Palestiniens et les Arabes à accepter la normalisation avec Israël tel qu'il est et que les US continueront de soutenir la faillite morale et politique du projet colonial sioniste par une aide permanente américain militaire, économique, et diplomatique. Le véritable problème pour les relations US israéliennes, ne doit pas être si Netanyahou murmurer ou non les mots magiques de la "solution à deux états". C'est plutôt qu' après Gaza c'est impossible de continuer à agiter la fiction qu'Israël est une brave démocratie libérale ne dépendant que d'elle -même et qui mérite un soutien inconditionnel. Quelque soit ce que fait cette administration, cela finira par des pressions sur Israël - - tel que le soutien croissant du public américain pour le mouvement mondial de boycott, désinvestissement , et sanctions.

Ali Abunimah –

21/05/09

Ali Abunimah est co fondateur du site internet Electronic Intifada, et l'auteur de : "One Country: A Bold Proposal to End the Israeli-Palestinian Impasse" (Metropolitan Books, 2006). Cet article a d'abord été publié sur bitterlemons international.

Mireille Delamarre : Quelques extraits de la conférence de presse conjointe Obama - Netanyahou après leur rencontre.

Obama :

"... D'abord je veux remercier le premier ministre Benjamin Netanyahou de sa visite je pense que nous avons eu une série de conversations extraordinairement productives non seulement entre nous deux, mais aussi au niveau du personnel et des agences. Cela reflète évidemment la relation extraordinaire, la relation spéciale entre les Etats Unis et Israël. C'est un allié inconditionnel des US. Nous avons des liens historiques, des liens émotionnels. Comme seule véritable démocratie au Moyen Orient, c'est une source d'admiration et d'inspiration pour le peuple américain. J'ai dit dès le début que lorsqu'il s'agit de ma politique envers Israël et le Moyen Orient, la sécurité d'Israël est d'une importance capitale, et j'ai répété cela au premier ministre Netanyahou. C'est dans l'intérêt de la sécurité nationale des US d'assurer que la sécurité d'Israël en tant qu' état juif indépendant est maintenu...."

Sur la "création d'un état palestinien "

Obama adopte un langage proche de celui de Netanyahou qui ne parle pas d'état mais accorde aux Palestiniens le droit de se gouverner eux mêmes et surtout met l'accent sur le développement économique principalement de la Cisjordanie, objectif premier de ce dernier.

Obama :

"...Et je pense que nous pouvons - il n'y a aucune raison que nous ne puissions pas saisir cet opportunité et ce moment pour tous les parties concernées de prendre au sérieux ces obligations et d'aller de l'avant de sorte qu'on assure la sécurité d'Israël, qu'on mette fin aux attaques "terroristes" source de souffrance et de détresse, et qu'on puisse stopper les attaques à la roquette sur Israël, mais aussi permettre aux Palestiniens de se gouverner comme un état indépendant qui permet un développement économique, qui leur permet de faire de sérieux progrès pour répondre aux aspirations de leur peuple...."

Dans son intervention, Netanyahou a principalement insisté sur la menace que représente soit disant le programme nucléaire iranien, consacrant peu de temps au règlement du conflit avec les Palestiniens. Evitant de parler d'état palestinien, il a conditionné toute reprise des négociations à la reconnaissance par les Palestiniens d'Israël comme état juif ce qui bien sûr signifie en clair qu'il n'y aura pas de reprise des négociations car personne côté palestinien n'osera le faire c'est la ligne rouge à ne pas franchir.

Netanyahou :

"... Si nous reprenons les négociations, comme nous le prévoyons, alors je pense que les Palestiniens - devront reconnaître Israël comme un état juif; ils devront aussi permettre à Israël d'avoir les moyens de se défendre. Si ces conditions sont remplies - - si les conditions pour la sécurité d'Israël sont remplies, et qu'il y a reconnaissance de la légitimité d'Israël - - sa légitimité permanente, alors je pense que nous pouvons envisager un arrangement où les Palestiniens et les Israéliens vivront côte à côte dans la dignité, la sécurité et la paix..."

Lors des questions Obama s'est prononcé - même si c'est dit de façon alambiquée - pour faire pression sur les Palestiniens pour qu'ils assurent la sécurité d'Israël via leurs milices de supplétifs entraînés par les US pour pourchasser la résistance en Cisjordanie, et pour faire pression sur les pays arabes pour qu'ils normalisent leurs relations avec le régime sioniste sans attendre la création d'un état palestinien qui de toute façon ne verra jamais le jour sous Netanyahou. En effet, Obama, à aucun moment, n'a évoqué une quelconque pression sur Israël de sa part, répétant tout au long de cette conférence de presse le mantra entendu avec les autres administrations sur la nécessité "d'assurer la sécurité d'Israël."

Obama :

"...Au cour des discussions, et je pense que le premier ministre ne verra aucun inconvénient à ce que je lui dise - - ou que je dise publiquement ce que j'ai - - dit en privé, qu'on reconnaît que les Palestiniens doivent faire un meilleur boulot pour fournir les types d'assurance sécuritaire nécessaires dont les Israéliens ont besoin pour arriver à une solution à deux états, c'est, vous savez, que la direction des Palestiniens devra obtenir - - obtenir plus de légitimité et crédibilité auprès de son propre peuple et fournir ces services. Et c'est ce que les US et Israël peuvent aider à faire accomplir. Les autres pays arabes doivent apporter plus de soutien et être plus audacieux dans la recherche d'une normalisation potentielle avec Israël..."

23 Mai

Titre, Traduction et Synthèse [Mireille Delamarre](#)

http://www.planetenonviolence.org/Obama-Netanyahou-Je-T-Aime-Moi-Non-Plus-Faux-Dilemne,-Vraie-Complicite_a1916.html

2-3 Abed Charef : Obama n'est pas palestinien.

Le discours américain envers Israël est «ferme».

Une fermeté qui devrait inquiéter les Palestiniens en premier lieu, car elle rappelle la promesse faite par George Bush de doter les Palestiniens d'un Etat, promesse lancée à la veille de l'invasion de l'Irak.

Le pape n'a pas été à la hauteur, lors de sa visite en terre sainte. C'est, du moins, ce qu'ont martelé les Israéliens dès le début du périple du chef de l'Eglise catholique au Proche-Orient.

Benoît XVI avait beau se plier aux vœux les plus secrets de ses hôtes, il n'arrivait pas à s'attirer les faveurs des dirigeants et de la presse israélienne. Il n'y a aucun mystère à cette attitude. Les Israéliens avaient décidé de mettre la pression, par tous les moyens, sur le pape. Aucun répit ne devait lui être laissé. L'idée a même été tentée de saborder la visite, en accusant le pape d'avoir eu un passé nazi. Tout ceci pour l'empêcher de parler de la douleur des Palestiniens, de leurs droits, l'empêcher aussi d'évoquer Ghaza et de critiquer le mur de séparation érigé en Palestine.

Benoît XVI a tout de même parlé du droit des Palestiniens à un Etat. Il a qualifié le mur de séparation de tragédie. Mais la portée de ses propos a été largement atténuée par le climat de tension et de suspicion créé autour de sa visite. Contraint de faire publier un communiqué pour s'expliquer sur son passé, le pape s'est retrouvé dans la position d'accusé, alors qu'il était supposé constituer une force morale. Ghaza a été oubliée. Le blocus aussi. Et, au bout du compte, les Israéliens ne s'en sont pas trop mal tirés. Ils venaient, une nouvelle fois, d'utiliser avec succès des recettes classiques en matière de propagande et de diversion. Des recettes facilement relayées, il est vrai, par une presse docile, complaisante et souvent complice.

Ce scénario, qui a donné des résultats probants avec le pape, est en train de se mettre en place, avec quelques variantes, pour encercler M. Barack Obama et tuer dans l'œuf les innovations qu'on prête au nouveau président. A la veille de la visite de Benyamin Netanyahu à Washington, les Israéliens ont lancé leur offensive. Ils ont laissé entendre que si Obama et Netanyahu n'en arrivent pas aux poings lors de leur rencontre de lundi 18 mai, ce sera un succès pour les Israéliens. Une manière de dire qu'un fossé sépare les deux parties, que le nouveau président américain aurait des positions pro-palestiniennes et qu'il veut obliger Israël à des sacrifices impossibles ! Autant d'absurdités, destinées à l'opinion occidentale, la seule qui compte vraiment.

La pression sur Barack Obama va s'amplifier dans les jours qui viennent. Jusqu'au 4 juin, date à laquelle le chef de la Maison Blanche prononcera son discours à l'adresse du monde arabe, pour définir la politique américaine envers cette partie du monde. D'ici là, les grandes manœuvres sont lancées pour faire fléchir la position américaine. Mais force est de constater que le jeu est faussé, car les interlocuteurs de M. Obama n'ont pas les mêmes atouts. Barack Obama reçoit à Washington trois dirigeants de la région. Israël sera représenté par **Benyamin Netanyahu, qui est plus américain qu'israélien**. Vivant aux Etats-Unis, il a une parfaite connaissance du système américain, où il dispose du plus formidable lobby qui puisse exister dans le monde, avec l'appui d'un redoutable appareil de propagande. Il bénéficie aussi d'une légitimité que personne, chez lui, ne remet en cause. A l'inverse, Mahmoud Abbas, qui sera reçu à Washington, part avec une série de handicaps. Il ne connaît guère les Etats-Unis. Il est fortement contesté dans son propre camp et il dispose de peu d'arguments, depuis qu'il a renoncé à la lutte armée. Quant au président égyptien Hosni Moubarak, il se voit attribué un rôle très ambigu. Certes, il est remis en selle dans le jeu régional, mais la date choisie pour le discours de M. Obama, le 4 juin, anniversaire de la débâcle de 1967, remet M. Moubarak à sa véritable place, celle de président d'un pays qui est non seulement défait, mais qui accepte sa défaite. Le scénario, comme on le voit, est très défavorable aux Palestiniens. De plus, il faut faire confiance aux Israéliens pour aggraver ce climat. Comment ? En rappelant, par exemple, que le Hamas est un mouvement «terroriste» qui risque de prendre le contrôle de l'Etat palestinien envisagé par M. Obama, que l'Iran n'attend que l'occasion favorable pour épauler le Hamas, comme il l'a fait avec le Hezbollah au Liban, et que, du reste, la menace iranienne devient la nouvelle priorité de la région.

Et si cela ne marche pas, les Israéliens trouveront d'autres arguments, en rappelant par exemple que le second prénom de Barack Obama est Hussein !

Encore une fois, les Israéliens sont les mieux préparés pour cette nouvelle échéance. Pourtant, ils ont sonné le branle-bas de combat, ce qui laisse supposer que le président Obama serait sur le point de leur imposer de grandes concessions. Est-ce vraiment le cas ? Si on s'en tient au discours, on serait tenté de dire qu'avec l'avènement de Barack Obama, les Etats-Unis seraient sur le point d'imposer un virage significatif à leur politique au Proche-Orient. En effet, M. Obama s'est clairement prononcé en faveur d'un Etat palestinien, comme il a demandé aux Israéliens de mettre fin aux colonies. Le nouveau président américain tranche aussi par son approche de la situation dans cette région du monde. Il donne l'impression d'être le premier président américain à comprendre que la Palestine n'est pas un élément du problème, mais qu'elle constitue le noeud du problème, autour duquel s'articulent les autres questions. Il s'est rendu compte qu'il est impossible pour les Etats-Unis de construire une relation apaisée avec cette partie du monde tant que les Palestiniens n'auront pas été rétablis dans un minimum de droits et de dignité. Enfin, M. Obama refuse d'être obnubilé par l'Iran. Il refuse de suivre les dirigeants israéliens quand ceux-ci affirment que la question palestinienne devient secondaire par rapport au «danger» nucléaire iranien.

Ce sont, en théorie, des avancées significatives de la part d'un président américain. Il faut toutefois les remettre dans leur véritable perspective. En premier lieu, M. Obama peut faire des promesses, ce qui ne signifie pas qu'il les concrétisera. George Bush a, lui aussi, promis un Etat palestinien. Il avait même fixé une échéance : avant la fin 2005 ! Mais c'était juste pour faire avaler la pilule de l'invasion de l'Irak. M. Obama peut promettre un Etat palestinien pour mobiliser les dirigeants arabes contre l'Iran et atténuer les effets d'une éventuelle attaque contre les installations nucléaires iraniennes. Mais rien ne dit qu'il ira jusqu'au bout de ses promesses en faveur des Palestiniens. Ne vient-il pas de revenir sur l'une des promesses les spectaculaires de sa campagne, celle relative à la gestion législation antiterroriste promulguée par George Bush ? En réalité, le discours de M. Obama doit être remis dans sa propre logique. Celle d'un président américain certes novateur, moderne, soucieux de projeter son pays dans le nouveau siècle, mais un président soucieux d'abord de servir le système qui l'a produit. En ce sens, l'intérêt des Etats-Unis est de rétablir leur image dans une partie du monde qui possède encore les hydrocarbures, et qui reste capable de nuisance, à défaut de construire quelque chose de durable : c'est ainsi qu'est perçu le monde arabo-musulman à partir de Washington, et c'est à cette image que veut répondre la nouvelle politique de M. Obama.

Même si les Palestiniens, enfermés dans leurs drames, ont envie de croire que M. Obama constitue pour eux une lueur d'espoir, il faudra tout de même rappeler certaines évidences. Les Etats-Unis ont parrainé les accords d'Oslo, et les ont laissés mourir. Ils ont inventé la fameuse «feuille de route», qui a emmené les Palestiniens à la guerre civile et à l'impasse. Les Etats-Unis ont aussi demandé à Israël de mettre fin aux colonies, sous William Clinton comme sous George Bush, mais les colonies n'ont jamais autant prospéré depuis. M. George Bush a promis un Etat aux Palestiniens et la démocratie au monde arabe : il a laissé Ghaza sous les bombes et le chaos en Irak. En tout état de cause, les Etats-Unis n'ont jamais rempli une promesse positive pour les Arabes. Dans le même temps, ils ont toujours fidèlement appliqué leurs menaces envers les pays arabes. A l'inverse, ils n'ont jamais appliqué la moindre menace contre Israël. Mais ils ont été toujours fidèles dans l'accomplissement de leurs promesses envers Israël. Y a-t-il une raison pour que cela change ?

Abed Charef

2-4 Jonathan Cook : Combien Israël a-t-il de prisons secrètes ?

Le Comité de Surveillance contre la torture des Nations Unies a critiqué Israël pour avoir refusé d'autoriser que soit inspectée une prison secrète, qualifiée de « Guantanamo d'Israël » et a demandé à savoir si d'autres tels camps de détention clandestins existaient.

Dans un rapport publié le 15 mai, le Comité contre la torture a demandé qu'Israël indique la localisation du camp auquel il est fait officiellement référence comme « *Etablissement 1391* », et y donne accès au Comité international de la Croix-Rouge.

Des conclusions d'un groupe israélien pour les droits de l'homme montrent que la prison a servi par le passé à détenir des prisonniers arabes et musulmans, dont des Palestiniens, et que la torture et les abus physiques ont été pratiqués par les interrogateurs.

Un panel de 10 experts indépendants du Comité de l'Onu a également jugé crédibles les affirmations de groupes israéliens que les détenus palestiniens y sont systématiquement torturés, en dépit de l'interdiction de telles pratiques par la Cour suprême israélienne en 1999.

L'existence de l'Etablissement 1391 a été révélée en 2002, lorsque des Palestiniens y ont été détenus pour la première fois, pendant la ré-invasion de la Cisjordanie par Israël.

Dans un renvoi au Comité de l'Onu, Israël a nié que des prisonniers étaient actuellement tenus sur le site, bien qu'il admette que plusieurs Libanais y aient été détenus pendant l'attaque du Liban en 2006.

Le Comité a exprimé ses inquiétudes vis-à-vis d'une décision de la Cour suprême israélienne de 2005 qui jugeait "raisonnable" que l'Etat n'enquête pas sur les soupçons de torture dans la prison. Le Comité craindrait que, sans inspections, la prison puisse être toujours en fonction, ou pourrait être réutilisée très rapidement.

La Cour israélienne, écrit le Comité, « doit s'assurer que toutes les allégations de torture et de mauvais traitements sur les détenus de l'Etablissement 1391 fassent l'objet d'enquêtes impartiales et que les résultats soient rendus publics. »

Hamoked, une association israélienne pour les droits de l'homme, a d'abord identifié la prison après que deux cousins palestiniens, arrêtés à Naplouse en 2002, n'aient pu être retrouvés par leurs familles. Les responsables israéliens ont finalement admis qu'ils étaient détenus dans un endroit secret.

Israël refuse toujours d'indiquer la localisation précise de la prison, qui est à l'intérieur d'Israël et à environ 100 km au nord de Jérusalem. Quelques bâtiments sont visibles, mais l'essentiel de la prison est souterrain.

« Nous n'avons appris quelque chose sur la prison que parce que l'armée a fait l'erreur d'y mettre les Palestiniens lorsqu'il n'y avait plus de place dans les principales prisons en Israël, » dit Dalia Kerstein, directrice d'Hamoked.

« L'objectif réel du camp est d'interroger des prisonniers du monde arabe et musulman, dont il sera difficile de retrouver la trace parce qu'il est peu vraisemblable que leurs familles prennent contact avec des organisations israéliennes pour leur demander de l'aide. » Mme Kerstein a dit que la prison était une violation encore plus grave du droit international que Guantanamo parce qu'elle n'a jamais été inspectée, et que personne ne sait ce qui s'y passe.

Selon les témoignages des cousins palestiniens, **Mohammed** et **Bashar Jadallah**, ils ont été détenus dans des cellules d'isolement mesurant 2m², aux murs noirs, sans fenêtres et une ampoule électrique faible allumée 24h par jour. Dans les rares occasions où ils ont été autorisés à sortir, ils devaient porter des lunettes noircies.

Quand Bashar Jadallah, 50 ans, demandait où il était, on lui répondait qu'il était « sur la lune ».

Selon le témoignage de Mohammed Jadallah, 23 ans, il a été battu à maintes reprises, ses fers ont été resserrés, il a été attaché à une chaise dans des positions douloureuses, on ne lui a pas permis d'aller aux toilettes et on l'a empêché de dormir en l'aspergeant d'eau dès qu'il s'endormait. Ses interrogateurs lui ont également montré des photos des membres de sa famille et ont menacé de leur faire du mal.

Alors que les Palestiniens passant par cette prison sont interrogés par les services de la sécurité générale, le Shin Bet, les nationaux étrangers de la prison relèvent d'une branche spéciale du renseignement militaire connue sous le nom d'Unité 504, dont on pense que les méthodes d'interrogation sont encore plus dures.

Peu de temps après que la prison ait été révélée, un ancien détenu – **Mustafa Dirani**, chef du groupe shiite libanais Amal – a intenté un procès à Israël affirmant qu'il avait été violé par un gardien.

M. Dirani, arrêté au Liban en 1994, a été détenu dans l'Etablissement 1391 pendant huit ans, avec le chef du Hizbollah Sheikh Abdel Karim Obeid. Israël espérait leur soutirer des informations sur le sort d'un aviateur, Ron Arad, dont l'avion s'était écrasé au Liban en 1986.

M. Dirani a affirmé lors de son procès qu'il avait été physiquement agressé par un interrogateur de l'armée haut placé, connu sous le nom de « *Major George* », et qu'il avait été sodomisé avec un bâton.

La plainte a été abandonnée début 2004 lorsque M. Dirani a été libéré lors d'un échange de prisonniers.

Mme Kerstein a dit qu'il n'y avait pas de preuves que d'autres prisons comme l'Etablissement 1391 existent en Israël, mais certains des témoignages recueillis d'autres détenus suggèrent qu'ils ont été incarcérés dans différents lieux secrets.

Elle a dit qu'il était à craindre qu'Israël ait été un des pays qui ont reçu des « *extraordinary renditions* » (littéralement « *redditions extraordinaires* », NdT) dans lesquelles des prisonniers capturés par les Etats Unies sont transportés clandestinement dans d'autres pays pour y être torturés.

« Si une démocratie autorise une de ces prisons, qui peut dire qu'il n'y en a pas d'autres ? » dit-elle.

Le Comité a examiné d'autres suspicions de torture impliquant Israël. Il s'est dit particulièrement préoccupé par le manquement d'Israël à enquêter sur plus de 600 plaintes portées par des détenus contre le Shin Bet depuis les dernières auditions des experts, en 2001.

Il a également souligné les pressions sur les Gazaouis qui ont besoin d'entrer en Israël pour traitement médical pour qu'ils deviennent des informateurs.

Ishai Menuchin, directeur exécutif du *Comité public contre la torture d'Israël*, a dit que son groupe avait envoyé plusieurs rapports au Comité montrant que la torture était systématiquement utilisée contre les détenus.

« Après la décision de la Cour en 1999, les interrogateurs ont simplement appris à être plus créatifs dans leurs techniques, » dit-il.

Il a ajouté que depuis qu'Israël avait redéfini Gaza comme « *Etat ennemi* », certains Palestiniens arrêtés à Gaza étaient détenus comme « *combattants illégaux* » plutôt que comme « *détenus de sécurité* ».

« *Auquel cas ils peuvent ressortir d'une incarcération dans des prisons secrètes comme l'Etablissement 1391.* »

Jonathan Cook

22 Mai

Jonathan Cook est écrivain et journaliste, installé à Nazareth, Israël.

Ses derniers ouvrages sont : "Israel and the Clash of Civilisations: Iraq, Iran and the Plan to Remake the Middle East" (Pluto Press) et "Disappearing Palestine: Israel's Experiments in Human Despair" (Zed Books).

Sur le même sujet, du même auteur, lire « Dans la prison secrète d'Israël », dossier du *Monde Diplomatique*, novembre 2003.

Son site web : <http://www.jkcook.net/>

Cet article a été publié initialement dans *The National* (Abu Dhabi) le 16 mai 2009.

Source : Redress

Traduction : MR pour ISM

http://www.alterinfo.net/Combien-Israel-a-t-il-de-prisons-secretes_a32656.html

3 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Réponse à Pierre Stambul :

article intitulé : Qu'il y ait un ou deux Etats, le projet sioniste de créer, puis de maintenir un Etat défini comme juif est un obstacle à la paix.

a) Robert Bibeau :

La bataille pour la « paix » et la résistance du peuple Palestinien

L'unité d'abord

1) L'unité de tous les antisionistes est requise et il faut tenter d'aplanir nos divergences dans le but de maintenir un Front Uni Antisioniste aussi large que possible.

2) Donner l'heure juste et ne jamais laisser le loup sioniste s'infiltrer sous des airs de « solidarité » est aussi un pré-requis à l'unité.

Aucune concession avec la vérité n'est permise dans notre camp, la vérité est la condition de l'unité.

La critique ensuite

Voici le titre de l'article de Pierre Stambul paru récemment.

« Qu'il y ait un ou deux États, le projet sioniste de créer, puis de maintenir un État défini comme juif est un obstacle à la paix. »

<http://www.aloufok.net/spip.php?article550>

M. Stambul a raison, le projet sioniste de créer un État juif est raciste, haïssable et condamnable, mais l'argument de l'obstacle à la « paix » est trompeur. Il peut paraître raisonnable de demander la paix pour les peuples du Proche-Orient. Demander la paix en pleine guerre d'agression sioniste, qui dure depuis soixante et un ans, c'est trahir son camp et dans tous les pays cela entraîne la condamnation pour soutien à l'ennemi.

1) Ce n'est pas que le projet sioniste de créer un état raciste qui est l'obstacle à la paix. C'est l'occupation - la colonisation - l'agression sioniste et l'apartheid imposé au peuple palestinien qui RÉSISTE, au prix de sa paix, qui éloigne la « paix ». Voilà tous les obstacles à la paix, la RÉSISTANCE fait partie des obstacles à la paix, à la subordination, à la capitulation et à la soumission. Doit-on cesser la résistance pour obtenir la paix ? Le Front Uni Antisioniste répond NON.

2) La revendication de la « paix », que ces gens ont toujours en bouche, est une trahison. C'est une trahison du peuple Palestinien. Le Front Uni Antisioniste ne devrait jamais reprendre ou promouvoir cette revendication. En effet, demander la paix pour le peuple Palestinien ça revient à lui demander de capituler. Car croyez-le ou non, il y a deux chemins vers la paix... Mahmoud Abbas, le collabo, a choisi l'un deux, le chemin de tout céder à

l'occupant – Palestiniens laisser votre terre et quitter la Palestine et la paix sera rétabli avec les sionistes – ou encore, accepter de vivre dans des bantoustans comme OBAMA vous le proposera sous peu et il y aura pour vous la paix dans le déshonneur, l'injustice, la misère et l'esclavage.

3) Face à l'occupation, la colonisation, l'oppression et l'apartheid il n'y a qu'une réponse possible LA RÉSISTANCE par tous les moyens y compris les moyens armés c'est-à-dire la guerre de partisan.

Ce n'est pas la paix que cherche le peuple Palestinien c'est sa terre, sa dignité, sa liberté, son travail, son développement sur sa terre et dans ses villes libérées alors seulement il pourra penser à la paix. Pour avoir la Paix le peuple Palestinien doit mener la guerre aux sionistes et il n'a que faire des quémandeurs de « PAIX » et les antisionistes ne sont pas des quémandeurs de « PAIX » au nom du peuple Palestinien qui ne veut pas que nous capitulions en son nom.

[Voici deux questions que le texte de Pierre Stambul propose](#)

1° La direction palestinienne a-t-elle commis une erreur avec cette reconnaissance de l'état sioniste lors de la conférence d'Alger ?

2° Pourquoi ce processus et les accords d'Oslo ont-ils (définitivement) échoué ?

Critiquons la réponse de Stambul qui fait semblant d'ignorer la vérité.

1) La direction palestinienne a capitulé consciemment, ce n'était pas de la naïveté de sa part comme le suggère frauduleusement STAMBUL.

Pourquoi la direction Palestinienne a-t-elle capitulé à Alger et à Oslo ?

Parce qu'elle avait décidé que l'objectif de la lutte n'était plus la libération de toute la terre nationale palestinienne mais la création d'un état croupion palestinien (ce que propose aujourd'hui Obama). État croupion qu'elle pourrait gérer pour ensuite jouer au chef d'État et se répartir les subsides (UE et USAID) et autres aides internationales entre petits amis du clan, se promener en Mercedes entre les checks-points (bientôt les bantoustans emmurés) sans être importunés pendant que le bon peuple Palestinien lui croupirait aux portes des checks-points...les femmes enceintes y perdant leur bébé faute de soin.

La gauche palestinienne a capitulé par lâcheté et les islamistes ont été les seuls à maintenir, à soutenir, à mener la lutte de libération nationale armée et la résistance et les palestiniens ont rejoint le HAMAS et le Jihad Islamique dans leur résistance. Nous devons faire de même et soutenir inconditionnellement la résistance. Leur attitude sur le foulard, et sur les femmes est une contradiction au sein du peuple que nous réglerons en temps et lieux. Ce n'est ni le temps ni le lieu sauf pour les scissionnistes du Front Uni Antisioniste.

2) **Le processus d'Oslo n'a pas échoué.** Le processus d'Oslo était une trahison d'une partie des élites palestiniennes et il a livré les fruits escomptés. Il a discrédité le leadership palestinien aux yeux des masses Palestiniennes (Arafat est mort à temps pour ne pas connaître la dénonciation et le discrédit). Oslo a entraîné la scission au sein du leadership palestinien entre collabos et résistants. Oslo a permis à Israël de gagner quinze années de colonisation sous la protection des services policiers palestiniens qui protégeaient les colonies contre la colère populaire palestinienne. Oslo était une capitulation du leadership palestinien et une victoire sioniste. OSLO fut un succès pour l'ennemi et un échec pour notre camp depuis le début et jusqu'à la fin. Oslo, prétendait donner un État au Palestinien. La revendication des Palestiniens n'est pas d'avoir un État, c'est la revendication de Abbas et du Fatah traître, ainsi que depuis quelques temps de OBAMA, pas la revendication du peuple Palestinien qui veut récupérer sa terre libérée plutôt qu'obtenir un État fantoche.

Stambul occulte totalement cette vérité. Voilà pourquoi le texte de Stambul contribue à la défense des collabos palestiniens ennemis du peuple Palestinien. C'est un texte post-sioniste gauchiste (la maladie infantile de l'antisionisme).

LA RÉSISTANCE EST LA SEULE PROTECTION DU PEUPLE - LA SEULE VOIE VERS LA PAIX.

Je me suis permis de paraphraser le grand Hassan Nasrallah.

Robert Bibeau

31 mai 2009

<http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

b) Jean-Marie Gläntzlen :

Le très demandé conférencier Pierre Stambul fait des analyses écrites qui comportent parfois d'étranges omissions ou contradictions.

On peut éventuellement faire modestement les quelques remarques ci-dessus à propos de son tout dernier texte d'hier

Qu'il y ait un ou deux Etats, le projet sioniste de créer, puis de maintenir un Etat défini comme juif est un obstacle à la paix.

Ce titre annonce la couleur : il laisse de fait très ouvert la possibilité de la perdurance de l'entité désionisée ou post-sioniste qui est éthiquement inadmissible vu son illégitimité congénitale, puisque la résolution 181, outre son contenu irréaliste rédigé sous influence, avec l'aide paradoxale de Truman et Staline et de la France (grâce à l'action décisive généralement ignorée d'un très influent socialiste d'ascendance juive de gauche, l' « agent sioniste » de Weizmann qui lui avait donné, entre autres, comme nom de code Lebel Tsvet), n'était qu'une recommandation votée dans l'irrespect de la Charte de l'ONU et dans des conditions « truquées » (Haïti, Philippines, Libéria, entre autres) .

mercredi 27 mai 2009, par [Pierre Stambul](#) Etat juif ou société de tous ses citoyens ? Etat juif et démocratique ou Etat raciste ?

En 1988 à Alger, l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) a fait une concession énorme : reconnaître l'Etat d'Israël sur ses frontières internationalement reconnues (celles de l'armistice de 1949)

C'est déjà bien de ne pas parler des "frontières de 1967". Mais internationalement reconnues où ? Quand ? Comment ? Par quels états libres de leur vote ? Dans quel texte clair voté honnêtement ?

Les choses n'étaient déjà pas claires à l'époque, et certains pays attendaient à la porte d'être admis à l'ONU, mais on oublie qu'actuellement quand un état (ou plusieurs) veut faire voter un texte et qu'il lui manque des voix, il donne une aumône à un ou plusieurs tout petits pays perdus du Pacifique pour qu'ils votent bien. C'est peut-être pour ça, au fond, que l'entité sioniste n'a jamais respecté aucune des décisions du « machin » onusien. Lui dont une majorité des membres de l'époque a été assez lâche pour voter la résolution 273 avec son « Israël est un état pacifique » à condition évidemment non respectée dans les actes que la dite entité sioniste signe le lendemain les accords dit de Lausanne (rappelant la 181 et la 194) que Ben Gourion avait donné l'ordre de ne pas respecter avant même la signature.

et limiter le futur Etat à 22% de la Palestine historique, c'est-à-dire à La Cisjordanie, la bande de Gaza et Jérusalem Est.

Le « pas très clair » Arafat dans cette déclaration en évoquant la résolution 181 a « oublié », lui aussi, de parler du statut international de Jérusalem qui ne lui convenait pas plus qu'aux expansionnistes.

Cette reconnaissance qui suivait le déclenchement de la première Intifada allait aboutir à la signature des accords d'Oslo.

Il n'est sans doute pas inutile aujourd'hui de se poser deux questions :

1) La direction palestinienne a-t-elle commis une erreur avec cette reconnaissance ?

2) Pourquoi ce processus et les accords d'Oslo ont-ils (définitivement) échoué ?

Une concession énorme

C'est Arafat qui a poussé au compromis d'Alger et qui l'a obtenu malgré de nombreuses oppositions. Quelle était l'idée de la direction Palestinienne ?

Sa majorité était-elle légitime ?

Après 40 ans d'exil et alors qu'on en était à trois générations de réfugiés, le peuple palestinien était en danger de disparition.

.Etrange affirmation .

Il fallait rebondir et proposer une initiative politique.

Sur le fond, il n'y a pas de différence entre le nettoyage ethnique de 1948 (800000 Palestiniens expulsés de leur pays au moment de la Naqba, la catastrophe) et la conquête suivie de la colonisation de 1967. Dans les deux cas, il y a eu violation flagrante de tous les droits fondamentaux accompagnée de crimes de guerre. La présence des Israéliens à Jaffa n'est pas plus « légitime » que leur présence à Hébron.

D'autant plus que la résolution pseudolégitimante « laissait » Jaffa – quoiqu'isolée territorialement - au futur état arabe pour son commerce international. Ce que beaucoup de cartes omettent de mentionner « « « peut-être » » parce que ce n'est pas techniquement facile, si ce n'est pas par pure ignorance coupable et révélatrice . La très grande différence (dont la direction palestinienne a tenu compte) repose sur la façon dont l'ONU interprète le droit international. L'ONU a reconnu Israël, toutes grandes puissances confondues.

Où ? Quand ? Comment ? Par quels états ? Dans quel texte clair voté honnêtement ? .Ni la 181 et la 273 de l'AG de l'ONU, ni la 242 du Conseil de Sécurité ne brille par leur logique et leur crédibilité. Mais les avez-vous bien lues ?

Elle a amnistié les 700 villages rasés et détruits pendant la guerre de 1948, le plan Dalet (plan prémédité qui organisait l'exode palestinien), la confiscation des terres dès 1949, l'interdiction de tout retour faite aux réfugiés ou à leurs descendants. L'ONU a accepté qu'Israël se proclame Etat juif. Par contre l'ONU n'a jamais reconnu les annexions de 1967 et a même voté plusieurs résolutions demandant un retrait israélien.

Les dirigeants israéliens avaient une occasion fantastique de s'insérer de façon définitive et pacifique au Proche-Orient et « légaliser » la violence et la négation de « l'autre » sur lesquelles leur Etat s'était constitué.

Etrange conception de l'éthique élémentaire : blanchir le voleur meurtrier. Est-ce dans le patrimoine génétique des tous les Juifs ou se croyant de vieille ascendance multimillénaire telle, cette conception de l'éthique et de la reconnaissance de la loi du plus sûr de lui et du plus dominateur ?

Ils y ont songé au moment, avec les accords d'Oslo.

Le sionisme est une idéologie multiforme. Depuis 1967, c'est sa nature coloniale qui est devenue prépondérante. Laïques ou religieux, les colons ont obtenu un consensus dans la société israélienne : « finir la guerre de 48 », marginaliser ou expulser les Palestiniens, réaliser le « grand Israël » dans un pays qui n'a jamais fixé ses frontières.

Les négociateurs palestiniens ont été naïfs à Oslo. Ils ont reconnu Israël, mais n'ont obtenu qu'une reconnaissance de l'OLP. Israël n'a reconnu ni la Palestine, ni ses droits (notamment à avoir un Etat). Les Palestiniens ont cru dans « la paix des braves » chère à Arafat, dans l'idée que la confiance était possible et que les Israéliens saisiraient le sens de ce qu'ils leur offraient.

Ils n'ont pas pu ou su exiger quelque chose de précis sur la fin de la colonisation ou le retour aux frontières de 1967. Ils ont fait preuve d'une assez grande méconnaissance sur ce qu'est le sionisme, sur les vrais buts des Israéliens, sur leurs odieux sentiments de supériorité coloniaux, sur le complexe de Massada et son instrumentalisation.

Les accords d'Oslo ont échoué tout simplement parce qu'il n'a jamais été question en Israël, y compris dans les rangs de la prétendue « gauche » sioniste, ...

.A-t-il existé, existe-t-il en 2009 dans l'entité sioniste une « Gauche » respectable dans l'absolu ? Pour l'UJFP (Non pas Union des Juifs Français pour la Palestine, mais pour la Paix. Ce qui suppose effectivement d'être deux, donc que le voleur violeur tueur discute avec le volé, violé, survivant (éventuellement fils de tués) qui doit lui faire des concessions ! « Vous m'avez volé, mais je vous en laisse une partie » ? Où est la logique élémentaire ? Je vais aller voler le matériel informatique de chacun des membres du conseil d'administration de l'UJFP et après nous allons négocier quelle partie de mes vols je vais garder ?

... de parvenir à une paix fondée sur l'égalité des droits et la justice.

Il s'agissait juste de légaliser le fait accompli. Jamais la colonisation ne s'est arrêtée, au contraire. Il y a même eu 60000 nouveaux colons installés entre les accords d'Oslo et l'assassinat de Rabin. C'est cette tartufferie que les électeurs palestiniens ont sanctionnée.

Le retour au crime fondateur

Ce serait donc un crime ? Prescrit ? Mais il faut l'absoudre, sans réparer totalement, même si on ne saurait demander aux criminels d'occupation (et pas de guerre !) depuis 1948 de ressusciter les morts, y compris les nouveau-nés et les morts nés parce qu'on a refusé à leur mère l'accès à une maternité.

En 15 ans, les dirigeants israéliens ont patiemment détruit la faisabilité de l'idée de « deux peuples, deux états ». L'installation de nouveaux colons (500000 israéliens vivent désormais dans les territoires conquis en 1967 dont la moitié dans le grand Jérusalem), la confiscation de 34% des terres en Cisjordanie, le mur de l'Apartheid, les check points, les routes de contournement ont transformé la Palestine en Bantoustan. À Gaza, c'est pire. Le blocus et la guerre ont détruit toute forme d'économie ou de vie sociale.

Qu'ils vivent dans les frontières d'Israël d'avant 1967, à Jérusalem, à Gaza, en Cisjordanie ou qu'ils soient exilés ou réfugiés au Proche-Orient, voire plus loin, la majorité des Palestiniens n'espère plus rien du processus politique d'Oslo. Du coup, ils en reviennent à la question de la Naqba, à l'illégitimité de la création d'Israël. La revendication qui était celle de l'OLP avant 1988 ...

Etait-elle vraiment représentatif de l'ensemble des forces vives et actives palestiniennes ? L'est-elle aujourd'hui ? Non, pour aujourd'hui au moins, d'après l'aile gauche, voire le centre du Fatah lui-même qui n'approuve pas le gouvernement Fayad II. .

... (un seul Etat, laïque et démocratique en Palestine) reprend de la vigueur. Elle est toujours celle des partis de la gauche palestinienne.

C'est-à-dire ? . . .

La grande nouveauté, c'est la fracture béante qui s'est ouverte chez les « Palestiniens de 1948 », ceux qui ont la nationalité israélienne. Pour eux, vivre comme sous citoyens dans un Etat qui se définit comme juif est un cauchemar quotidien. Plus de 50% d'entre eux vivent sous le seuil de pauvreté. Les discriminations qu'ils subissent en termes de travail, de possession de la terre, de logement, de droits sociaux, s'aggravent. Alors que jusque-là une partie d'entre eux votaient . pour des partis sionistes, ...

Qui ? Combien ? Pourquoi ? Même en France entre 1940 et 1944, il y a eu des collabos égocentriques.

... cette fois-ci, 50% se sont abstenus et l'écrasante majorité des autres a réparti ses voix entre le Hadash (Parti communiste) et deux partis nationalistes antisionistes. Des mouvements comme Adalah se développent pour obtenir l'égalité juridique à l'intérieur d'Israël.

La propagande israélienne est d'une redoutable efficacité et elle sait à merveille transformer l'agresseur en victime. Elle agit désormais en permanence la menace de la disparition, des « Juifs à la mer », de la destruction d'Israël. Elle exige des Palestiniens et des autres Etats de la région la reconnaissance préalable du caractère juif de l'Etat. Elle exige (avec Lieberman) que les Palestiniens d'Israël reconnaissent la légitimité du sionisme, faute de quoi ils seront déchés de leur nationalité et expulsés.

Elle essaie de détourner l'attention vers l'Iran dont le dirigeant s'est publiquement prononcé pour la destruction de « l'entité sioniste » et elle essaie d'obtenir un consensus international pour une attaque préventive contre l'Iran comme il y a eu une attaque préventive (basé sur un mensonge d'une incroyable grossièreté) contre l'Irak.

La clarté qui manque

A qui le dites-vous ? .

Dans les rangs de celles et ceux qui défendent les droits du peuple palestinien, on ne rencontre pas toujours la clarté.

1) Il n'y a qu'une seule façon de régler cette guerre, c'est d'en revenir au droit. L'occupation, le nettoyage ethnique, l'interdiction faite aux réfugiés de revenir chez eux, les discriminations, les assassinats, les emprisonnements massifs sont des crimes. Au départ, il y a un crime fondateur, celui de 1948 et toute paix juste commencera par la reconnaissance de la Naqba. Toute négociation devra porter sur les moyens de « réparer » ce crime.

. C'est concrètement impossible si l'entité sioniste ne disparaît pas avec des cartes d'identité palestinienne avec pleins droits pour des ex-Israéliens à cœur humain depuis toujours ou réanimé. .

2) Aujourd'hui 5 millions et demi de Juifs Israéliens vivent dans la région. Comme dit l'historien Shlomo Sand, un enfant né d'un viol a aussi le droit à l'existence.

Cette formulation d'un post-sioniste est totalement absurde. La comparaison est illogique. Qui est le violeur , Qui est la mère ? Que pense-t-elle de son enfant ?

Donc, il faut le dire sans détour. Les Israéliens resteront.

Affirmation gratuite et amoral. Quelle est la marque de la boule de cristal ? .

Ils ne « retourneront » pas dans les pays de leurs ancêtres ou n'émigreront que marginalement. De toute façon, les pays arabes dont certains sont originaires n'en veulent pas spécialement et le yiddishland a disparu. Mais les Israéliens resteront dans une situation de totale égalité (politique, économique, égalité de droits) avec les Palestiniens.

Dans un ou deux états ? .

Sinon, la paix est impossible. Le démantèlement de toutes les colonies et de tous les check points, la destruction du mur, le droit au retour des réfugiés

Il est incompatible avec la perdurance de l'entité sioniste .

Il est incompatible et la libération de tous les prisonniers sont des préalables à cette égalité.

3) Si les Juifs israéliens resteront, « l'Etat juif » doit disparaître. Le droit international ne reconnaît que les Etats de tous leurs citoyens. Définir un Etat sur une base « raciale », ethnique, nationale ou religieuse est discriminatoire et les Israéliens ont fait la démonstration sanglante du caractère discriminatoire de l'Etat juif vis-à-vis des Palestiniens. Il existe parmi les anticolonialistes israéliens des partisans de deux Etats (Shlomo Sand, Uri Avnery)

...

Le mot colonisation pour la droite de la ligne verte est impropre, tout comme pour la gauche. Il s'agit d'une occupation progressive par des pseudo-héritiers génétiques évidemment incapables de le prouver depuis la Méditerranée jusqu'au delà du Jourdain dans certains esprits ultra-religieux ou non, encore en 2009 .

... mais ils expliquent bien qu'en aucun cas Israël ne pourra se définir comme Etat juif. Pour Sand, Etat juif et démocratique, c'est un oxymore. Pour les partisans d'un seul Etat, les choses sont plus simples : l'égalité des droits, la fin du colonialisme, la citoyenneté, la laïcité sont évidentes. Rappelons qu'en Afrique du Sud, les Blancs ont pu rester en conservant leur statut de « peuple fondateur » et leurs énormes avantages économiques, mais qu'il y a eu pour en arriver là deux obligations : en finir avec l'Apartheid reconnu comme crime et garantir l'unité du pays. Donc, qu'il y ait un ou deux Etats, le projet sioniste de créer, puis de maintenir un Etat défini comme juif est un obstacle à la paix.

4) Il faut contrer en permanence la propagande israélienne qui assimile la critique radicale de l'Etat juif à de l'antisémitisme. Être antiraciste, ce n'est pas instaurer un nouveau ghetto, une séparation, une théorisation de l'impossibilité du « vivre ensemble ». Faire croire que la « sécurité » des Juifs est liée à l'existence d'un Etat qui serait le leur à l'exclusion de tous les autres relève du même type de pensée qu'un Le Pen dont le slogan « Les Français d'abord » théorise l'inégalité des droits et la séparation. Au contraire ce sont le sionisme, l'existence d'un Etat qui se dit juif et la politique israélienne qui mettent en danger gravement les Juifs ...

de la planète entière ? .

... en les sommant d'être complices des crimes perpétrés, faute de quoi ils seront considérés comme traîtres.

Israël est-il un Etat raciste ?

Ce qui vient de se passer à Genève dans le cadre du processus improprement appelé « Durban II » était annoncé depuis des années. Bien sûr, à Genève, beaucoup de délégués du Tiers-Monde n'ont pas été abusés par le « show » des partisans d'Israël. Mais on doit tristement constater que les propagandistes israéliens ont obtenu le soutien inconditionnel de l'Europe et des Etats-Unis en passant une fois de plus pour des victimes, ce qui, quelques mois après le carnage de Gaza, est quand même un peu fort. Et le texte qui est sorti sur le racisme passe totalement sous silence celui qui sévit contre les Palestiniens.

Oui, Israël est un pays raciste.

Il l'est déjà à l'égard des seuls qui jouissent de la citoyenneté : les Juifs. Faut-il rappeler le sort des Falachas venus d'Ethiopie ou celui des Juifs Indiens considérés comme hérétiques et qui vivent quasiment tous sous le seuil de pauvreté ? Entre 1950 et 1962, plus d'un million de Juifs du monde arabe ont émigré en Israël. Avant le sionisme, ils n'avaient jamais été persécutés. Coupés de leur histoire, de leurs racines, de leur culture, de leur langue, ils se sont retrouvés sans passé, sans présent et sans avenir.

Israël s'est fabriqué grâce à eux un prolétariat. Aux révoltes des années 50, ont succédé une grande colère et une frustration qui expliquent leur basculement partiel vers la droite raciste ou le courant national-religieux.

Comment se présentent en 2009 les situations des Séfarades israéliens ? Sont-ils majoritairement satisfaits des agissements ashkénazes à leur égard ? Regrettent-ils d'être aliyot ? La majorité des Juifs restait dans des pays arabes est-elle malheureuses d'avoir résisté aux sirènes de l'Aliya ? .

Vis-à-vis des Palestiniens d'Israël, les discriminations sont écrites dans la loi. Dans le Monde Diplomatique de mai 2009, Dominique Vidal et Joseph Algazy montrent, chiffres à l'appui, l'incroyable écart de revenus entre Juifs et Palestiniens d'Israël. Ceux-ci subissent un nombre important d'interdits professionnels. Ils ne possèdent que 3% de la terre alors qu'ils forment 20% de la population.

Le pire scandale, c'est celui des Bédouins du Néguev. 60 ans après la création de l'Etat d'Israël, les 3/4 d'entre eux vivent dans des villages non reconnus, bidonvilles en plein désert sans eau, sans électricité, sans route. Dès qu'ils construisent en dur, l'armée vient détruire leur maison. Joseph Algazy rappelle l'assassinat de l'un des leurs qui avait commis le crime de venir se baigner à la plage d'Ashkelon. Les assassins n'ont pas été plus punis que les auteurs des pogroms antipalestiniens de Nazareth de Saint-Jean d'Acre. Dans un Etat juif, tuer un Arabe n'est pas forcément un crime.

Vis-à-vis des Palestiniens des territoires occupés, le terme d'Apartheid décrit complètement la réalité. Pour un colon qu'il soit « banlieusard » ou colon « idéologique », la vie est simple. Le Mur et les routes de contournement permettent d'aller en quelques minutes à Jérusalem ou Tel-Aviv. Les ressources écologiques sont pillées. Tout est fait pour oublier qu'on est là en ayant chassé les autochtones. Pour les Palestiniens, le Mur et les check points sont un casse-tête permanent. L'économie réelle a été en grande partie détruite. La majorité de la population

survit avec des revenus très aléatoires, parfois venus de la diaspora palestinienne. À Gaza, la propagande raciste israélienne a contribué à « déshumaniser » la population. Elle a abouti au permis de tuer et à l'ampleur du dernier massacre. Il ne s'agissait pas d'une guerre puisqu'il n'y avait pas d'armée en face, mais d'un massacre délibéré, d'une punition collective.

Dans un très beau texte qui date du 22 avril, Brahim Senouci a recensé des dizaines de déclarations d'un racisme ignoble faites par des dirigeants israéliens depuis un siècle. Citons-en quelques-unes : Ben Gourion en 1937 : « nous devons expulser les Arabes et prendre leur place ». Barak en 2000 : « les Palestiniens sont comme des crocodiles. Plus vous leur donnez de la viande, plus ils en veulent ». Nétanyahou, il y a 20 ans : « Israël aurait dû exploiter la répression des manifestations en Chine ... pour mettre à exécution des expulsions massives parmi les Arabes du territoire ».

Imaginons qu'un dirigeant palestinien ait dit le centième de ces horreurs. La propagande israélienne sur le thème : « vous voyez, ils veulent nous détruire » aurait été immédiate.

À Genève, Israël aurait donc dû être nommément condamné comme Etat raciste. Mais dans le cadre d'une conférence internationale, qui avait la légitimité pour le faire ? Sûrement pas Ahmadinedjad. Il est à la tête d'un Etat théocratique qui ignore le droit, en tout cas celui des femmes, des homosexuel-le-s, des Bahaïs, des non croyants ...

Certes mais il semble bien qu'il a été démocratiquement élu, donc sa légitimité est égale à celle de Sarkozy qui soutient Israël ..., comme Kouchner, et Lévitte par fidélité à ses racines juives et sans l'accord, sauf erreur, de la majorité des Français, sinon de la majorité qui l'a élu. Si le peu ragoûtant Ahmadinedjad, soutenu par le pouvoir religieux iranien, est ré-élu dans des conditions correctes sa parole, aussi peu agréable soit-elle, sera, hélas, légitime. .

et pratique la pendaison à grande échelle.

C'est peut-être moins douloureux que de mourir, le psychisme détruit, à petit feu (de phosphore ?) dans la « prison » gazaouie.

Et puis, face aux négationnistes

Néga-sionistes . est plus didactique

... israéliens qui nient la Naqba et les droits des Palestiniens, il s'est fait le complice d'autres négationnistes comme Faurisson invité à un curieux colloque à Téhéran.

À Genève, les occidentaux, ceux-là mêmes qui enferment les immigrés dans des centres de rétention ou essaient de les repousser à leurs frontières, ceux-là mêmes qui déroulent le tapis rouge devant le fasciste Lieberman ont donc pu jouer au démocrate outragé : « Israël, Etat raciste ? Vous n'y pensez pas, ce sont des démocrates comme nous, pas des barbares ! »

Il y a encore un sacré travail idéologique à mener.

Totalement d'accord. Y compris chez les pro-israélo-palestiniens .

Jean-Marie GLÄNTZLEN

Jeudi 28 Mai 2009

3-2 Maisa Abou Ghazala : Aucun plan n'est acceptable sans le droit au retour ou un Etat souverain.

Les responsables palestiniens disent qu'ils n'accepteront pas un « plan de paix » américain qui respecterait la volonté du Premier ministre israélien Netanyahu, qui pousse à abandonner le droit au retour.

Hatem Abdel Qader, Ministre des affaires de Jérusalem de l'Autorité palestinienne, a déclaré qu'aucun plan politique sera accepté sans le droit au retour, la Résolution 194 des Nations Unies. Il s'agit d'un droit individuel et collectif appartenant à tous les réfugiés qui ne peut pas être supprimé de l'Initiative arabe, explique Abdel Qader.

Au cas contraire, il n'y aurait pas une paix durable, globale et juste.

La position de Netanyahu priverait les Palestiniens du droit à avoir une armée pour protéger le territoire d'un État indépendant, a déclaré Abdel Qader vendredi. En vertu du droit international, un État palestinien souverain doit être créé sur l'ensemble du territoire occupé par les Israéliens en 1967.

En ce qui concerne la décision du gouvernement français de compenser les Juifs résidant sur son territoire en raison de la Seconde Guerre mondiale, Abdel Qader retient que l'Europe ignore son rôle et sa responsabilité dans la tragédie du peuple palestinien. « L'Europe a eu un rôle indirect dans la tragédie du peuple palestinien, en particulier si nous pensons à la Déclaration de Balfour qui a donné une patrie aux Juifs au détriment du peuple palestinien et de ses droits nationaux, alors que les persécutions subies par les Juifs reviennent à la responsabilité de l'Europe. »

Ghassan Khatib, Directeur général du Jerusalem Center for Media and Communication, a dit à propos du nouveau « plan de paix » américain : « Tout plan de paix doit inclure la fin totale de l'occupation israélienne des terres palestiniennes occupées en 1967 et la création d'un État palestinien indépendant avec pleine souveraineté. »

Khatib a souligné que le droit au retour sur la base de la Résolution 194 est appuyé par les Arabes, et il ne sera pas abandonné.

En ce qui concerne la souveraineté sur Al-Haram Al-Sharif, la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem, Khatib a déclaré : « Tout territoire de Jérusalem-Est à l'est de la Ligne verte est entièrement sous souveraineté palestinienne, sans rentrer en conflit avec les droits religieux de tous les peuples ».

Tout comme Abdel Qader, Khatib est revenu sur la responsabilité européenne pour « la tragédie des Palestiniens,

en particulier la tragédie des réfugiés, et l'Europe devrait les compenser, en plus de soutenir leur droit au retour dans les terres d'où ils ont été chassés».

Maisa Abou Ghazala

22 May 2009

(PNN)

http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=4024

3 Pièce jointe :

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse de l'auteur, mais doit être vu comme information

3-1 Pierre Stambul : Qu'il y ait un ou deux Etats, le projet sioniste de créer, puis de maintenir un Etat défini comme juif est un obstacle à la paix.

Extrait.

Etat juif ou société de tous ses citoyens ?

Etat juif et démocratique ou Etat raciste ?

En 1988 à Alger, l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) a fait une concession énorme : reconnaître l'Etat d'Israël sur ses frontières internationalement reconnues (celles de l'armistice de 1949) et limiter le futur Etat à 22% de la Palestine historique, c'est-à-dire à La Cisjordanie, la bande de Gaza et Jérusalem Est. Cette reconnaissance qui suivait le déclenchement de la première Intifada allait aboutir à la signature des accords d'Oslo.

Il n'est sans doute pas inutile aujourd'hui de se poser deux questions :

1) La direction palestinienne a-t-elle commis une erreur avec cette reconnaissance ?

2) Pourquoi ce processus et les accords d'Oslo ont-ils (définitivement) échoué ?

Une concession énorme

C'est Arafat qui a poussé au compromis d'Alger et qui l'a obtenu malgré de nombreuses oppositions. Quelle était l'idée de la direction Palestinienne ? Après 40 ans d'exil et alors qu'on en était à trois générations de réfugiés, le peuple palestinien était en danger de disparition. Il fallait rebondir et proposer une initiative politique.

Sur le fond, il n'y a pas de différence entre le nettoyage ethnique de 1948 (800000 Palestiniens expulsés de leur pays au moment de la Naqba, la catastrophe) et la conquête suivie de la colonisation de 1967. Dans les deux cas, il y a eu violation flagrante de tous les droits fondamentaux accompagnée de crimes de guerre. La présence des Israéliens à Jaffa n'est pas plus « légitime » que leur présence à Hébron.

La très grande différence (dont la direction palestinienne a tenu compte) repose sur la façon dont l'ONU interprète le droit international. L'ONU a reconnu Israël, toutes grandes puissances confondues. Elle a amnistié les 700 villages rasés et détruits pendant la guerre de 1948, le plan Dalet (plan prémédité qui organisait l'exode palestinien), la confiscation des terres dès 1949, l'interdiction de tout retour faite aux réfugiés ou à leurs descendants. L'ONU a accepté qu'Israël se proclame Etat juif. Par contre l'ONU n'a jamais reconnu les annexions de 1967 et a même voté plusieurs résolutions demandant un retrait israélien.

Les dirigeants israéliens avaient une occasion fantastique de s'insérer de façon définitive et pacifique au Proche-Orient et « légaliser » la violence et la négation de « l'autre » sur lesquelles leur Etat s'était constitué. Ils y ont songé au moment, avec les accords d'Oslo.

Le sionisme est une idéologie multiforme. Depuis 1967, c'est sa nature coloniale qui est devenue prépondérante. Laïques ou religieux, les colons ont obtenu un consensus dans la société israélienne : « finir la guerre de 48 », marginaliser ou expulser les Palestiniens, réaliser le « grand Israël » dans un pays qui n'a jamais fixé ses frontières.

Suite : Lire pièce jointe

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19